

Préface de Claude Bébéar

En novembre 2004, j'ai remis au Premier ministre un rapport intitulé *Des entreprises aux couleurs de la France*. Il s'agissait alors de tracer des pistes de réflexion et d'élaborer des propositions pour améliorer l'accès à l'emploi et l'intégration en entreprise des personnes issues des minorités visibles. S'agissant de cet enjeu particulier, nous écrivions déjà à l'époque que « lutter contre la discrimination en entreprise n'est pas affaire de compassion mais plutôt d'intérêts bien compris ».

Nous pourrions le dire autrement : pour que la France soit compétitive et forte, elle a besoin de cohésion sociale. Les entreprises, acteurs majeurs de notre croissance économique, ne peuvent se désintéresser de leur environnement. Le développement de la RSE, la signature de la Charte de la Diversité, les actions civiques engagées par les entreprises montrent que cet impératif a été pris en compte et qu'il s'agit maintenant d'un mouvement de fond, très éloigné des opérations de communication qui ont pu marquer les premières initiatives.

On peut néanmoins s'interroger : demande-t-on trop aux entreprises ? D'entreprises-citoyennes, ne sont-elles pas devenues des « Entreprises-Providence » priées de pallier les défaillances des politiques en matière de formation, de santé ou encore d'intégration, bref, de service public ? De financer ce que l'Etat ne parvient plus à prendre en charge ? Sous la triple injonction de l'Etat, des partenaires sociaux et des salariés, l'engagement social attendu des entreprises n'a cessé de s'accroître au cours des dernières années. La crise que nous traversons, rend ces nouvelles attentes très lourdes à porter.

Les dix entretiens que nous avons organisés dans le cadre de cet ouvrage montrent que les dirigeants d'entreprises sont conscients de leur rôle et prêts à l'assumer. Interrogés sans concession par des personnalités de la société civile, ils témoignent, à mon sens, d'une très grande lucidité sur l'obligation qui leur est faite d'embrasser l'intérêt général mais aussi sur la nécessité de penser aujourd'hui un nouveau pacte social.